

Nous ne nous laisserons jamais de dénoncer le blocus de Cuba, déclare Maduro



Caracas, 7 février (RHC) Le président vénézuélien Nicolas Maduro a assuré que "nous ne nous laisserons jamais de dénoncer devant le monde" le blocus total des Etats-Unis contre Cuba, entré en vigueur il y a 61 ans aujourd'hui.

Sur son compte Twitter, le président a décrit cette politique comme un acte de cruauté qui viole les droits de l'homme des Cubains, qui ont courageusement décidé de se battre et de ne pas capituler face aux impositions impériales.

Le 7 février 1962, le président des États-Unis de l'époque, John F. Kennedy, conformément au mandat que lui avait donné le Congrès, par le biais de la section 620a de la loi sur l'aide étrangère de septembre 1961, a déclaré un blocus total de l'île.

Auparavant, le 3 février, le président avait signé l'ordre exécutif 3447, qui officialisait la politique pénale, que le gouvernement de La Havane considère comme le système de mesures coercitives unilatérales le plus complet, complexe et prolongé jamais imposé à un pays dans l'histoire.

Le rapport présenté l'année dernière par Cuba à l'Assemblée générale des Nations unies, intitulé "Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique à Cuba", soulignait que cette mesure génocidaire est le principal frein au développement.

Selon le gouvernement américain, le blocus "est l'un des ensembles de sanctions les plus complets" imposés à un pays. C'est pourquoi les autorités cubaines le qualifient d'acte de génocide en raison de son objectif déclaré et de son échafaudage politique, juridique et administratif.

Les données officielles révélées dans le document susmentionné indiquent que, aux prix actuels, les dommages accumulés au cours des six décennies d'application de cette politique s'élèvent à 150 410,8 millions de dollars.

Si l'on tient compte de la dépréciation du dollar par rapport à la valeur de l'or sur le marché international, le blocus a causé des dommages quantifiables de plus de 1 326 432 milliards de dollars, selon la source.

Avec l'arrivée à la Maison Blanche de l'ancien président Donald Trump (2017-2021), les mesures punitives contre l'île se sont intensifiées avec la mise en place de plus de 240 nouvelles sanctions, dont la plupart sont maintenues par l'administration actuelle de Joe Biden. (Source:PL).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/312999-nous-ne-nous-lasserons-jamais-de-denoncer-le-blocus-de-cuba-declare-maduro>



Radio Habana Cuba